

LABBÉ, Marie-Hélène. *Le nucléaire à la croisée des chemins*.
Paris, IFRI, La Documentation française, 1999, 176 p.

André Dumoulin

Les relations Civilo-Militaires : transfert de normes et coopération
démocratique

Volume 32, numéro 2, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704301ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704301ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (2001). Compte rendu de [LABBÉ, Marie-Hélène. *Le nucléaire à la croisée des chemins*. Paris, IFRI, La Documentation française, 1999, 176 p.] *Études internationales*, 32 (2), 389–391. <https://doi.org/10.7202/704301ar>

de l'Assemblée nationale et fut finalement compromis ; même si le principe du réarmement allemand ne fut pas remis en cause aux yeux des alliés, ni du gouvernement, ni de l'opinion (Gauzy).

Des aspects relatifs à l'intégration des industries militaires nationales (Pitman), aux relations franco-américaines (Dwan), du contexte politique national à la situation internationale (Aimaq) ; l'ouvrage examine tour à tour les réactions nationales : celles du haut état-major français (Vial), des réactions belges (Deloge), néerlandaises (Harryvan et van de Harst), italiennes (Varsori), espagnoles (Gavin I Munte), américaines (Creswell), danoises et norvégiennes (Skogmar) et suédoises (af Malmborg).

Mais on y aborde également un épisode peu connu du projet, l'enrôlement d'émigrés de l'Est dans l'armée européenne (Laptos). Mais l'échec est là après le revers parlementaire de l'Assemblée nationale en 1954. La suite est connue avec l'avènement de l'UEO, la montée en puissance de l'OTAN et le réarmement allemand (Deighton, du Réau). Regrettons la dernière partie de l'ouvrage qui tente d'aborder la question de la sécurité européenne aujourd'hui de manière très inégale, trop restreinte et incomplète ; toute chose qui n'enlève rien au reste de l'ouvrage qui avait finalement pour objet d'examiner cette aventure que fut la Communauté européenne de défense.

André DUMOULIN

Centre d'analyse politique des relations internationales (CAPRI)
Université de Liège, Belgique

Le nucléaire à la croisée des chemins.

LABBÉ, Marie-Hélène. Paris, IFRI, *La Documentation française*, 1999, 176 p.

Le nucléaire, tant civil que militaire, s'est développé en réponse à des crises majeures. À partir de ce postulat, Marie-Hélène Labbé nous entraîne dans un examen minutieux, précis et bien documenté sur les enjeux du nucléaire civil, en l'axant principalement sur la situation de la France.

Elle tente de nous montrer les espoirs et les craintes face à une source d'énergie pas comme les autres, son exploitation ne laissant aucune place à l'erreur. Quel avenir pour le nucléaire ? En dressant un état des liens de l'énergie nucléaire dans le monde, en approfondissant la situation hexagonale dans le détail, elle y analyse les défis économiques, environnementaux mais aussi succinctement politico-militaires à travers la prolifération.

Elle a choisi ainsi de structurer son ouvrage en examinant successivement l'énergie nucléaire dans le monde, l'industrie nucléaire en France, les défis économiques et environnementaux du XXI^e siècle, la gestion de l'aval du cycle nucléaire, la sûreté nucléaire et la radioprotection, pour terminer par les risques de prolifération.

La qualité tient ici à cette gageure de présenter en 170 pages les grandes interrogations sur l'avenir de l'électro-nucléaire dans un langage accessible. L'originalité est d'avoir réuni en un seul ouvrage les deux points de vue – à savoir la thèse du rejet et celle qui en fait l'apologie, en les comparant

aux autres sources d'énergie. Il est vrai qu'en 2020 dans le monde, selon les prévisions, 8 % de l'électricité sera d'origine nucléaire, pour 17 % aujourd'hui sous la forme de 441 réacteurs répartis dans 32 pays (dont 152 en Europe occidentale et 128 en Amérique du Nord). La diminution actuelle des tranches nucléaires, qui peut s'expliquer en partie par les pressions des opinions publiques, faisant suite aux accidents de Three Mile Island (1979), Tchernobyl (1986) et Tokaimura (1999), se complexifie par l'examen très contrasté des situations entre une Allemagne décidant d'abandonner à terme le nucléaire, la privatisation britannique et le volontarisme nucléaire des États asiatiques.

En France, l'électronucléaire occupe une place importante avec 17 % de la puissance mondiale pour seulement un pour cent de la population. Cette politique a toujours eu pour but d'asseoir une indépendance énergétique, limiter les quantités de combustibles fissiles importés et par là même réduire les coûts. La recherche de la maîtrise des différentes étapes du cycle combustible permettrait d'accéder à ces objectifs. Héritage du passé, industrie sous contrôle de l'État aux origines militaires, le nucléaire français bénéficia de la crise du pétrole des années soixante-dix.

Mais le nucléaire aujourd'hui vit dans l'incertitude, malgré la faible dépendance de ce secteur aux aléas du marché. En effet, les incertitudes que sont le coût du démantèlement, le coût de gestion des déchets et le coût des éventuels accidents nucléaires pèseront de plus en plus lourd ; paral-

èlement d'ailleurs aux incertitudes en termes de coûts environnementaux des émissions de gaz à effet de serre des centrales thermiques. Dans les deux secteurs, la prise en compte du poids des opinions publiques et la nécessité d'introduire plus de transparence et d'études prospectives ne peuvent plus être ignorées.

Si le nucléaire est aujourd'hui globalement de plus en plus désavoué, il se pourrait, selon Marie-Hélène Labbé, qu'il soit réhabilité au cours du 3^e millénaire, si une nouvelle crise environnementale ou énergétique venait à éclater. En effet, la demande mondiale en énergie va en augmentant et l'effet de serre aux origines non nucléaires semble avoir déjà des effets climatiques difficilement maîtrisables. *A contrario*, l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité en Europe pourrait annoncer de nouveaux critères de rentabilité, auquel cas la technologie du gaz semble économiquement plus souple en requérant moins d'investissements dans un premier temps pour une rentabilité immédiate. En abordant les effets de la libéralisation dans le secteur, l'auteur nous offre une remarquable analyse sur l'impact de l'ouverture à la concurrence de la politique nucléaire hexagonale.

L'électronucléaire est bien à la croisée des chemins, tout comme d'ailleurs le nucléaire militaire. Pour Labbé, l'énergie nucléaire civile apparaît comme une option possible à l'avenir, même si elle demeure subordonnée à la résolution des problèmes qui touchent à la sûreté des installations et au cycle du combustible. C'est pour ces raisons qu'elle peut affirmer que le nucléaire

n'a pas encore trouvé de justification assez forte au titre de protection de l'environnement et de réponse à l'effet de serre provoqué par les combustibles fossiles. Remplacer un risque par un autre, tel serait le dilemme ? Ou tenter de maîtriser les deux sources énergétiques sachant que le nucléaire ne peut tout apporter dans les besoins quotidiens ?

Sans aborder malheureusement la technologie futuriste de la fusion nucléaire, l'ouvrage de Labbé allie la richesse des éléments factuels et documentaires à l'abondance des champs interrogatifs, dans un cadre analytique où le nucléaire n'est pas présenté de manière réductrice, caricaturale et idéologique. Ce qui n'empêche pas l'auteur de défendre subtilement la nécessité de ne pas enterrer le nucléaire trop vite.

André DUMOULIN

*Centre d'analyse politique des relations
internationales (CAPRI)
Université de Liège, Belgique*

Principles of Global Security.

STEINBRUNER, John D. Washington,
Brookings Institution, 2000, 270 p.

L'ouvrage de Steinbruner représente une double synthèse. D'une part, il contient la somme des réflexions de toute la carrière d'un universitaire réputé, d'autre part, il offre l'esquisse d'un bilan-perspective sur les questions de sécurité, une décennie après la guerre froide. L'ouvrage veut présenter les moyens de maîtriser les turbulences survenues dans les années quatre-vingt-dix et, résolument, il tourne le dos à F. Fukuyama en affirmant que l'histoire se poursuit.

L'auteur aborde son étude en évoquant le mémo par lequel le Secrétaire à la guerre, en 1945, avertissait le président Truman que l'arme atomique n'était pas une arme de plus, mais un élément d'altération dans les rapports de forces jusque-là existants. Steinbruner rejoint un pessimisme que nous croyions avoir conjuré. Il pense, en effet, que « le contexte de déploiement des armes nucléaires, pendant la guerre froide, n'aurait pas pu être maîtrisé indéfiniment » (p. 5) et il ajoute que l'environnement post-guerre froide s'est alourdi de nouveaux facteurs de déstabilisation. Les mêmes technologies de l'information qui ont accru la précision des armements, permettent la globalisation des marchés qui, à son tour, débilite le pouvoir de décision économique pour les gouvernements des États. Simultanément, l'explosion démographique provoque de graves différenciations, à l'intérieur des sociétés et dans leurs relations mutuelles. Il en résulte que la définition et, à plus forte raison, la gestion d'une sécurité globale, se trouvera exposée, à l'avenir, à plus encore de tension et de volatilité.

Successivement, l'auteur examine les divers champs pour l'exercice de la sécurité. La gestion de la dissuasion concerne peu les armes stratégiques et celles-ci sont évaluées comme risque, si elles tombent à la disposition d'organisations terroristes ou bien d'États hors la loi. Dans le nouveau monde unipolaire, la sécurité prend la forme du souci de sécurité collective. Celle-ci peut se trouver dans un réseau de garanties et d'« extended reassurance » (p. 123). De nouveaux types de crises requièrent un autre